

Le Champlain

JOURNAL DU SYNDICAT DE CHAMPLAIN (CSQ)

Les grands enjeux de la campagne électorale québécoise 2026

Cinq formations présentent des candidates et candidats dans l'ensemble des 127 circonscriptions, mais elles ne sont pas seules à prendre part au débat. Quinze autres partis sont également présents sur les bulletins de vote à travers le Québec, avec une implantation très variable.

Éducation : services, réussite et organisation du réseau

Le PQ, le PLQ et QS proposent tous des états généraux sur l'éducation, alors que la CAQ s'y oppose. Le PLQ et QS promettent respectivement 1 000 et 2 000 ressources spécialisées supplémentaires dans les écoles publiques. QS propose de progresser vers la gratuité scolaire. Le PQ met davantage l'accent sur la littératie, la qualité du français, l'activité physique tout en rendant une partie du financement des écoles privées conditionnelle à l'accueil d'élèves en difficulté d'apprentissage ou aux moyens financiers limités. Le PCQ privilégie pour sa part une plus grande liberté de choix de l'école par les parents, davantage d'autonomie pour les établissements et une réduction du nombre de centres de services scolaires à 17.

Immigration, francisation et capacité d'accueil

La CAQ planifie environ 45 000 admissions permanentes annuelles pour la période 2026-2029, correspondant à la capacité d'accueil du Québec. Le PQ propose plutôt un plafond de 35 000 admissions permanentes par année et une réduction importante de l'immigration temporaire, alors que QS fixe sa cible à 70 000 admissions permanentes. Le PLQ souhaite rétablir le Programme de l'expérience québécoise et mise sur l'immigration pour répondre aux besoins de main-d'œuvre, sans



L'éducation aux oubliettes, quel parti rompra le cycle?

Édito du président

Chaque campagne électorale amène son lot de débats sur des sujets divers. Et chaque fois, l'éducation se retrouve reléguée au second plan, comme si l'avenir collectif du Québec pouvait se construire sans elle. La présente campagne ne fait pas exception. Pire, les chiffres publiés par la *Vitrine démocratique*, un site Web créé par les chercheurs du Centre d'analyse des politiques publiques (CAPP) de l'Université Laval confirme ce que le terrain nous répète depuis des années : « En date du 15 septembre 2026, l'outil classait l'enjeu de l'éducation au 11^e rang sur 12 en moyenne depuis le début de la campagne. »

Un constat difficile à ignorer. Pourtant, rares sont les politiciens qui affirmeront que l'éducation ne fait pas partie de leurs priorités. Alors, pourquoi les bottines ne suivent-elles pas davantage les babines ?

Vous connaissez probablement la réponse. Dans un contexte marqué par la guerre tarifaire et les incertitudes économiques, l'inflation, le coût de la vie et le logement occupent une place prépondérante dans les préoccupations électorales des citoyens. Un sondage mené cet été pour *La Presse* confirme la tendance. Dans l'esprit des électeurs eux-mêmes, l'éducation arrive loin derrière ces sujets.

Et pourtant, dans ce même sondage, 21 % des personnes sondées s'accordent pour dire que le réseau va mal ou très mal, tandis que près de la moitié (46 %) ne donnent que la note de passage au système d'éducation québécois, soit le minimum. Ces chiffres reflètent des réalités que nous observons, dans nos milieux : des classes surchargées, du personnel épuisé, des élèves qui peinent à obtenir l'accompagnement dont ils ont besoin, des infrastructures vieillissantes et des

difficultés persistantes à recruter et à retenir le personnel enseignant et de soutien scolaire.

Je ne souhaite pas être alarmiste, mais plutôt soulever le paradoxe avec lequel nous composons. Les Québécoises et les Québécois reconnaissent les difficultés du réseau, mais l'éducation demeure largement absente des débats électoraux. Bien sûr, les enjeux économiques et sociaux qui occupent l'actualité sont importants, je ne prétends pas le contraire.

Et il faut reconnaître que quelques partis ont fait des promesses, dont certaines très louables. Pour en faire le tour, je vous invite à lire l'article écrit par le comité sociopolitique. Mais des intentions, on en a vu défiler lors de chaque scrutin et rarement les promesses furent tenues jusqu'à leur plein accomplissement.

Au nom des membres du Syndicat de Champlain, je pose donc une question toute simple à tous les partis qui sollicitent notre vote : depuis des années, le cycle de désinvestissement massif en éducation se répète, serez-vous le parti qui y mettra fin ?

Prendre réellement l'éducation au sérieux, ce n'est pas multiplier les annonces en fin de campagne. C'est en faire une priorité budgétaire durable et refuser que les élèves et le personnel fassent systématiquement les frais des compressions.

Nous continuerons de suivre cette campagne de près, et nous continuerons de rappeler que l'éducation n'est pas un enjeu parmi d'autres. C'est la fondation sur laquelle repose tout le reste. Un Québec qui néglige ses écoles aujourd'hui en paiera le prix collectivement pendant des générations.

Jean-François Guilbault

Président du Syndicat de Champlain

Suite en page 4





Quand on mérite plus qu'une semaine!

Lorsqu'un groupe, une cause ou une maladie a sa propre journée au calendrier, c'est qu'il y a encore du travail de sensibilisation à faire auprès de la population. Quand ce même sujet obtient sa propre semaine nationale, c'est qu'il mérite qu'on s'y arrête un peu plus attentivement!

Évidemment, nous ne pouvons pas suppléer au travail du gouvernement, cet employeur qui pourrait reconnaître davantage, et autrement que du bout des lèvres, l'importance de ces travailleuses et travailleurs. Que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de nos écoles et de nos centres, il faut le nommer sans ambiguïté: le personnel de soutien scolaire rend possible la mission éducative.

Qu'il s'agisse de l'encadrement des élèves, de l'entretien de nos milieux, du soutien technique ou administratif, le personnel de soutien est présent à tous les niveaux du bon fonctionnement de nos milieux scolaires.

Cette semaine, saluons toutes et tous nos collègues du soutien scolaire qui, tous les jours, accueillent, accompagnent, répètent, rassurent, organisent, interviennent et soutiennent! Au Syndicat de Champlain, ils représentent près d'une quarantaine de classes d'emplois différentes, autant de métiers essentiels qui contribuent, chaque jour, à la réussite éducative.

Cette reconnaissance devrait évidemment se vivre toute l'année. Mais commencer par une semaine nationale, c'est déjà poser une action pour reconnaître la valeur inestimable de leur apport à notre système d'éducation.

Quel meilleur moment pour s'arrêter et apprécier celles et ceux qui travaillent avec nous à la réussite des élèves?

Alors, faisons de la SNPSS une occasion de multiplier les gestes de reconnaissance. Un simple bonjour? Un café? Une petite carte? Je laisse ici aller votre imagination...

Sandra Boudreau
Coordonnatrice

Formations : Dates connues à mettre à votre agenda

Personnel de soutien : Rencontre d'information pour les nouveaux membres

Vous êtes nouvellement embauché? Vous faites actuellement du remplacement? Vous vous posez des questions concernant vos droits? Durant cette rencontre d'information, vos conseillères en relations de travail éclairciront plusieurs points de la convention collective tels que les statuts d'emplois et les avantages sociaux, la détermination et l'avancement d'échelon, la priorité d'embauche et l'ancienneté, l'obtention d'un poste, la période d'essai, etc.

Quand : le mardi 29 septembre à 18 h 30 via ZOOM. Inscription obligatoire.

Personnel enseignant : Rencontre d'information sur les droits parentaux

Pour les futurs ou nouveaux parents. La conseillère à la sécurité sociale de la CSQ, Mélanie Michaud, y abordera les droits en regard de la convention collective ainsi que le Régime québécois d'assurance parentale.

Quand : Le 20 octobre 2026 à 16 h 30 via ZOOM. Inscription obligatoire

Pour les personnes déléguées : Formation de premier niveau (PIF 1)

Vous êtes une personne déléguée syndicale depuis peu dans votre milieu? Vous avez plusieurs questions sur votre rôle, votre fonction, la convention collective, la paie, la santé et la sécurité du travail, les structures syndicales, etc.? Cette formation est pour vous.

Quand : Lundi 23 et mardi 24 novembre 2026 (deux journées complètes) en présentiel. Inscription obligatoire.

Tous les détails sur ces formations à syndicatchamplain.com, sous l'onglet « [Inscriptions](#) ».

Plus de formations sont à venir cet automne, surveillez nos publications.

Rappel : Élections des délégués syndicaux

Nous vous rappelons l'importance de procéder aux élections des personnes déléguées dans vos milieux si ce n'est pas encore fait. Il serait d'ailleurs préférable que ce processus soit complété avant la tenue des premières assemblées de personnes déléguées qui auront lieu dès le début de la semaine prochaine.

Afin de bien organiser nos activités syndicales et d'assurer une bonne communication, il est important de remplir le formulaire électronique prévu à cet effet pour chacune des personnes déléguées dans votre établissement. Rendez-vous sur notre site Internet, à syndicatchamplain.com, à partir de la page d'accueil, cliquez sur l'onglet « [Inscriptions](#) » et choisissez le bon formulaire pour votre section.

Pour les personnes qui étaient déjà déléguées l'an dernier, il est important de noter qu'il faut quand même vous faire élire cette année par votre équipe-école et ensuite, vous inscrire de nouveau via le formulaire.

Dates des premières assemblées de personnes déléguées

Section Salaberry : Lundi 28 septembre 2026 à 17 h

Section des Patriotes soutien : Mardi 29 septembre 2026 à 13 h 15

Section des Patriotes enseignants et Marie-Victorin : Mardi 29 septembre 2026 à 16 h 30





Objet: Tenir des États généraux? Oui!

Geneviève en lettre attachée

Franchement Mario, dénigrer les syndicats comme dans [ton article du 13 septembre dernier](#), c'est moyen! Tu as été clair: tu es contre la tenue d'une «nouvelle grande réflexion sur l'éducation». Selon toi, les États généraux de 1995-1996 n'auraient été qu'une vaste perte de temps. Tu soutiens également que tout le monde n'aurait pas réellement eu la chance d'y contribuer. Le pauvre parent, dis-tu, était dans l'impossibilité de participer à ces groupes de discussion puisqu'il était requis pour aller reconduire son enfant à l'aréna... Et tu reproches aux syndicats, qui représentaient le personnel de l'éducation, porteur de l'expertise, de s'être préparés pour s'y impliquer sérieusement et rigoureusement.

Ce que je trouve désespérant, c'est la perpétuité du discours voulant que les syndicats soient responsables de tous les maux du réseau. Plus les années passent, plus cette explication me paraît simpliste. Car, au fond, la véritable perte de temps n'est-elle pas de chercher constamment des coupables?

Dans les années 1960, lorsqu'on a entrepris la réforme scolaire à la suite du rapport Parent, deux objectifs majeurs guidaient l'action publique: assurer la scolarisation de masse et combler le rattrapage éducatif de la société québécoise. Les personnes ayant participé à cet exercice partageaient la conviction qu'un système d'éducation moderne, public et accessible à tous servirait le Québec en permettant de remédier aux inégalités et aux carences du réseau de l'éducation de l'époque. Bien que ces changements aient permis de réduire plusieurs inégalités et de corriger des lacunes importantes, cette réforme n'était pas parfaite. Au fil des décennies, le système a rencontré de nombreux écueils et montré certains signes d'essoufflement.

C'est précisément dans ce contexte que les États généraux sur l'éducation ont été organisés au milieu des années 1990. Oui, Mario, trente ans plus tard, les acteurs du milieu, le gouvernement et d'autres groupes ont jugé pertinent de prendre un temps d'arrêt pour faire le point. Qu'y avait-il de condamnable dans cette démarche? En quoi le fait de réfléchir collectivement à l'avenir de l'éducation pouvait-il nuire au Québec?

Contrairement à ce que tu affirmes, je ne crois pas que celles et ceux qui ont participé aux États généraux l'aient fait avec l'intention de «prendre les enfants pour cobayes». Je refuse de croire que des milliers de personnes engagées aient travaillé dans le but de compromettre l'avenir de générations entières. Ça me semble excessif de prêter de telles intentions.

Par ailleurs, même si les changements proposés en 1995-1996 ont suscité des résistances, tout n'a pas été négatif. Ce n'est qu'avec le temps que l'on peut constater si des problèmes persistent malgré les moyens mis en place. Or, le constat actuel est préoccupant: le réseau est encore sous pression, l'évolution rapide du numérique et du marché du travail exige l'acquisition continue de nouvelles compétences, les inégalités scolaires s'aggravent, le système à plusieurs vitesses accentue les écarts, le décrochage demeure et la vision à long terme fait encore défaut.

Avec de tels constats, tout en considérant les arguments de ton opinion, Mario, je préfère largement «brasser des idées» pour repenser le système face aux défis contemporains et aux nouvelles réalités sociales et technologiques. Et, je serai heureuse de m'y engager en compagnie de tous les acteurs de la société qui croient en l'éducation et qui partagent le désir de bâtir un plan d'avenir cohérent pour le Québec.

Tenir des États généraux? Oui.

Geneviève Bourbeau

Coordonnatrice



Économisez grâce à des tarifs d'assurance auto, habitation et entreprise exclusifs



Obtenir une soumission

Les grands enjeux de la campagne électorale québécoise 2026 (suite)

avoir fixé de seuil. Le PCQ propose aux MRC de déterminer leurs besoins en immigration.

Pouvoir d'achat

Le PQ propose notamment des mesures d'accès à la propriété, dont un remboursement de TVQ pouvant atteindre 45 000 \$ pour certains premiers acheteurs d'une habitation neuve ou pour l'autoconstruction, ainsi qu'une hausse du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation. Le PLQ propose également une mesure d'accès à la propriété en remboursant 36 % de la TVQ jusqu'à concurrence de 10 000 \$. La CAQ compte offrir un crédit d'impôt pouvant aller jusqu'à 7 000 \$ pour l'achat d'une première propriété. De son côté, QS mise sur des interventions plus directes dans le coût des biens et services, notamment un salaire minimum à 20 \$ de l'heure à compter du 1^{er} mai 2027, 15 épiceries publiques proposant des produits locaux et des mesures de transport collectif à tarif réduit ou gratuit pour certains groupes d'âge. Le PCQ privilégie surtout des réductions d'impôts et de taxes afin d'augmenter le revenu disponible des ménages.

Itinérance

La CAQ promet un plan national proposant des logements de transition, des nouveaux programmes d'aide au logement et un fonds de 250 M\$ principalement réservé à Montréal. Le PLQ propose 60 M\$ additionnels par année et veut agir en amont sur les expulsions, la sortie des jeunes de la protection de la jeunesse, le logement transitoire et la santé mentale. Le PCQ privilégie une approche combinant soins, logements et réinsertion : il veut notamment améliorer la continuité des services, développer différentes formes de logements avec accompagnement, investir 350 M\$ dans une cinquième faculté de médecine décentralisée et y former 125 nouveaux médecins communautaires par année, ainsi que déployer davantage de travailleurs sociaux. QS lie étroitement l'itinérance à la crise du logement et propose d'accroître fortement le parc de logements sociaux et communautaires : 1,5 G\$ serait réservé pour créer 6 000 logements de transition. Le parti propose également de créer un superministère responsable de l'itinérance. Enfin, le PQ propose un investissement de 1 G\$ sur quatre ans, dont 400 M\$ consacrés aux logements adaptés et 600 M\$ aux programmes sociaux et à la prévention, avec l'objectif

déclaré de réduire l'itinérance de 50 % d'ici 2030.

Institutions démocratiques

QS fait de la réforme du mode de scrutin un point phare de sa plateforme électorale et rejoint le PCQ qui voit également dans le système actuel un mode de scrutin qui « déforme la volonté populaire et alimente le cynisme ». Le PQ, dans la même veine, assure que cet engagement est toujours à son programme. Tandis que le PLQ s'oppose formellement à l'introduction de pointage proportionnel dans le scrutin. La CAQ considère ce dossier comme clos en affirmant qu'il n'y a « pas de consensus » parmi la population. Le Parti NUL veut offrir aux électeurs orphelins (ou en désaccord avec le système électoral) la possibilité d'annuler leur vote et de considérer ce choix comme une réelle position politique. Le parti Démocratie directe déplace, pour sa part, le débat vers la manière même de gouverner. Plutôt que de détailler une longue série de mesures sectorielles, le parti souhaite donner davantage de pouvoir décisionnel à la population par la tenue d'assemblées constituantes composées de citoyens tirés au sort.

Environnement

La CAQ mise sur la poursuite de l'électrification, l'efficacité énergétique et le développement de nouvelles capacités de production d'électricité. Le PQ propose également de réduire les émissions par

l'électrification et l'efficacité énergétique, mais mise plutôt sur la valorisation de choix environnementaux des Québécois pour réduire leurs factures et protéger leur santé. QS souhaite accélérer davantage la transition écologique, en améliorant la mobilité et la qualité de vie des Québécois, notamment en proposant des investissements de 23 G\$ sur 10 ans dans les transports en commun. Le Parti vert du Québec abonde également dans le développement du transport en commun et sur la nécessité de réduire rapidement la taille du parc automobile. À l'inverse, le PCQ s'oppose notamment à la tarification québécoise du carbone et veut sortir du Fonds d'électrification et de changements climatiques. « La protection de l'environnement et la lutte aux changements climatiques » demeure l'une des 9 grandes valeurs du PLQ sans apporter plus de précisions. Le parti Climat Québec veut notamment accélérer la réduction des GES, protéger davantage les terres agricoles, l'eau et les forêts et développer le transport collectif.

Les promesses électorales continuant d'évoluer pendant la campagne, les comparaisons doivent être lues comme un portrait daté au 19 septembre 2026 plutôt que comme une plateforme définitive de chacun des partis. Il est important de spécifier que ces informations ont été prises sur les sites officiels des partis et sur lequebecvote.ca.

Pour lire l'article complet, rendez-vous sur notre site Internet.

Le comité sociopolitique

